

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le gouvernement pense déjà à la supervision

Alors que les moyens de paiement modernes peinent à se développer, le gouvernement ainsi que l'establishment bancaire pensent déjà à la supervision du paiement électronique. Est-ce une façon de mettre la charrue avant les bœufs ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La création d'une instance indépendante de supervision du système de paiement électronique est lancée. Un projet en ce sens a été approuvé par le ministère des Finances, selon le président de l'Association des banques et établissements financiers (Abef), cité par l'Agence nationale de presse.

Explicite, Djamel Bessa a déclaré qu'une feuille de route a été élaborée par les experts avec une assistance étrangère en vue de mettre en place un organe de supervision.

Cette feuille de route a été validée, dans un premier temps, par l'Abef qui l'a soumise, par la suite, à l'appréciation des autorités monétaires et au ministère des Finances qui l'ont approuvée.

Préconisée en juin dernier par des banquiers, une telle option permettrait de décharger la Société des transactions interbancaires et de la monétique (Satim) de la mission de supervision. Celle-ci devrait être confiée

à un Groupement d'intérêt économique (GIE), «à l'instar de ce qui se fait de par le monde», avaient recommandé ces financiers.

Et dans la mesure où l'Abef constate que l'accroissement aujourd'hui du nombre d'intervenants dans la place financière et commerciale nécessite une séparation de la mission purement commerciale de la monétique et celle de la supervision.

Les experts avaient suggéré, à ce titre, de créer un GIE qui soit à but non lucratif et dont le conseil d'administration regroupera la Banque d'Algérie et les banques publiques et privées activant en Algérie.

Notons que le conseil d'administration de la Satim, actuellement unique instance responsable de la gestion de la monétique en Algérie, est composé de huit banques seulement alors que la Banque centrale n'y est pas représentée.

Le groupement qui sera mis en place aura pour mission principale de définir le mode de fonctionnement de la moné-



Les systèmes de paiement développés en 2006 peinent à émerger.

tique, les règles de sécurité à mettre en place, les arbitrages et la supervision du système de paiement électronique, a précisé le président de l'Abef.

Selon M. Bessa, les experts chargés de la création de cette nouvelle instance ont déjà achevé la première phase du projet et entameront, prochainement, la seconde étape. «Cette phase consiste en la mise en place

fonctionnelle des organes du GIE et la mise en œuvre de moyens matériels pour permettre un développement plus rapide de la monétique», précise-t-il.

Certes, la mise en place d'un cadre de supervision efficace de supervision relève de la pertinence. Néanmoins, cette option ne semble-t-elle pas déjà précipitée ? Le gouvernement et l'es-

tablishment bancaire et financier national ne mettent-ils pas la charrue avant les bœufs ? Le doute est permis au regard d'un système de paiement électronique qui peine encore à émerger.

Et c'est ce que le gouverneur de la Banque d'Algérie a récemment reconnu en constatant que les systèmes de paiement (bancaires s'entend), développés depuis 2006 et voulus modernes, efficaces et rapides, peinent pourtant à susciter l'engouement des citoyens.

Seules 10% des transactions s'effectuent par ce biais, constate le président de l'Autorité monétaire qui déplore la prépondérance de l'usage du cash. Une demande, une utilisation du cash tant de manière formelle qu'informelle qui relève de comportements socioculturels notables, au-delà de la faible bancarisation et des dysfonctionnements du système commercial algérien.

Et cela même si la réflexion est lancée sur la manière d'accélérer le développement du système monétique interbancaire, notamment l'utilisation des terminaux de paiement électronique (TPE).

C. B.

LE DG DE L'INPV À PROPOS DE LA MENACE ACRIDIENNE : «Il n'y a pas d'essaims de criquets signalés en Algérie»

Selon Khaled Moumen, DG de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), la situation acridienne en Algérie se traduit actuellement par la présence de quelques individus solitaires, que les conditions écologiques favorables dans le sud du pays vont maintenir dispersés. Pour le DG de l'INPV, la menace d'une invasion de criquets pèlerins sur l'Algérie n'est pas à l'ordre du jour, à plus forte raison que les équipes d'intervention dépêchées au niveau des wilayas du Sud concernées par la menace acridienne n'ont fait état d'aucune présence d'essaims de criquets. «Il y a, certes, un potentiel acridien à nos frontières, mais cela reste dans l'ordre des choses, du moment que l'abondance de la végétation le maintient dispersé. Mais si demain les conditions écologiques changeaient et qu'il y a dessèchement de la flore, les criquets pèlerins vont converger vers le peu d'endroits où la végétation reste disponible. C'est à ce moment qu'il y aura regroupement et que nous pourrions parler d'essaims et d'invasions... Or, pour arriver à cette situation, cela nécessite du temps et ce n'est pas du jour au lendemain que des essaims de criquets vont se former et envahir nos champs. Ce phénomène obéit à des lois naturelles et non pas à la rumeur !», explique Khaled Moumen.

Enfin, le directeur général de l'Institut national de protection des végétaux affirme, encore une fois, que seule la présence de quelques individus isolés de criquets pèlerins est signalée en Algérie. Une situation qui, de son avis, ne nécessite même pas une intervention.

«Actuellement, l'enjeu est de lutter contre la menace acridienne au-delà de nos frontières. Pour cela, nous travaillons en étroite collaboration avec les pays du Sahel à qui d'ailleurs nous avons et nous continuons de livrer des insecticides et autres moyens logistiques», a-t-il conclu.

Mehdi Mehenni

ALGÉRIE POSTE 776 millions de dinars de déficit en 2011

Algérie Poste a accusé un déficit de 776 millions de dinars en 2011. C'est ce qu'a révélé, jeudi, le premier responsable de cette entreprise, Mohamed-Laïd Mahloul.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Algérie Poste éprouve visiblement des difficultés à dégager des bénéfices. Cependant, pas de panique au niveau de cette entreprise. Son premier responsable rassure et parle d'un déficit «insignifiant».

Ainsi, et malgré sa fragilité financière, l'entreprise poursuit son programme de modernisation. Son directeur général, Mohamed-Laïd Mahloul, qui s'exprimait, jeudi, à l'occasion de la célébration du 1^{er} Novembre, impute cette situation au caractère de service public de l'entreprise.

Selon lui, «Algérie Poste en tant qu'entreprise de service public se doit d'appliquer des tarifs abordables qui sont même en deçà des coûts des prestations qu'elle offre». «Aujourd'hui, la masse salariale et les charges sont en évolution mais la Poste n'a jamais révisé sa tarification», a déclaré le DG d'Algérie Poste. L'entreprise ne compte, cependant, pas réduire son déficit en recourant à la révision à la hausse des tarifications des prestations de service.

Son responsable explique qu'elle entend équilibrer ses charges «avec une meilleure productivité et rationalité, avec la maîtrise des charges et un recouvrement de service public et du service universel». En attendant, l'entreprise, qui compte actuellement 3 462 bureaux de poste, compte pour

suivre son déploiement et prévoit l'ouverture de nouveaux bureaux. Ses prévisions : réaliser au minimum une centaine de bureaux de poste par an. 500 bureaux seront bientôt équipés de caméras de surveillance. Le premier responsable d'Algérie Poste, qui a abordé la croissance de l'utilisation de la carte magnétique avec plus de six millions de transactions effectuées par

mois, prévoit la distribution d'un million de nouvelles cartes pour les abonnés au courant de l'année 2013.

Par ailleurs, Algérie Poste a décidé de célébrer à sa manière le 58^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération en émettant un timbre-poste consacré au 50^e anniversaire du timbre-poste algérien.

S. A.

